

à apporter des conseils juridiques pour ces personnes délocalisées.

Le NRC a l'intention d'étendre ces activités au Soudan, afin de fournir des services d'information, de protection et de consultation pour les rapatriés ainsi que les personnes déplacées. La capacité en aide sera augmentée grâce à l'utilisation d'un réseau de partenaires, y compris des agents de protection déjà postés dans diverses zones de retours et le long des routes de retours, des communautés d'accueil, des chefs de communautés et d'autres organisations humanitaires. Le NRC prévoit de travailler pour préparer les communautés

dans les zones de retours, afin de traiter les conflits potentiels qui pourraient provenir des afflux de rapatriés, ainsi que pour fournir une formation sur les principes de protection, les droits de l'homme et la non-discrimination et permettre et donner aux communautés le pouvoir de reconnaître, rapporter et traiter les violations des droits. Le NRC travaillera également avec d'autres organismes humanitaires pour donner au gouvernement du sud du Soudan les moyens de remédier aux problèmes issus des retours et de les corriger.

Avec l'expansion des activités humanitaires au Soudan, on espère que

les conditions des retours et les options d'intégration seront communiquées à encore plus de personnes délocalisées dans leur propre pays, de rapatriés et de résidents de communautés d'accueil, qui s'en trouveront finalement mieux protégés.

**Sonia Di Mezza est directrice du projet de l'ICLA pour le NRC au Soudan.**  
**Courriel : soniadimezza@hotmail.com.**

<sup>1</sup> [www.nrc.no/NRC/core/Legal.pdf](http://www.nrc.no/NRC/core/Legal.pdf).

## Période pour renforcer la protection des personnes délocalisées dans leur propre pays

par Walter Kälin

*Le manque de ressources et d'infrastructure avec la situation volatile de la sécurité et l'absence de structures étatiques présentent des menaces graves aux droits de l'homme pour les rapatriés et les personnes déplacées.*

En octobre 2005, j'ai entrepris une mission pour étudier la situation des personnes délocalisées dans leur propre pays et des rapatriés vers le sud. J'ai réalisé que les autorités soudanaises, la communauté internationale et les donateurs doivent faire beaucoup plus pour assurer la protection des droits des quatre millions de personnes délocalisées par le conflit.

Comme les Principes Directeurs le déclarent sur la délocalisation domestique, le droit des personnes délocalisées dans leur propre pays à choisir librement de rentrer, de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs doit être respecté. Toutefois, il est apparu évident après discussion avec des personnes délocalisées dans leur propre pays qui se trouvent dans des camps de Khartoum et aux alentours, que beaucoup ont été mal informées, voire pas du tout, sur les conditions de leurs régions d'origine. La plupart ont des attentes irréalistes d'infrastructure intacte, de services fondamentaux en fonctionnement et d'opportunités de maintien d'une existence. Beaucoup manque d'informations

sur la façon d'obtenir des documents importants.

Les autorités dans l'Etat de Khartoum mettent en place un programme de planification urbaine qui vise à donner aux résidents de camps irréguliers un lopin de terre dans les faubourgs déserts de la ville. En principe, les personnes déplacées – comme d'autres citoyens soudanais – ont le droit de bénéficier d'un programme d'allocation de terre qui a le potentiel de fournir une solution durable à leur cause. Cependant, j'ai appris que cette mise en place rencontre de grandes difficultés. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays n'y ont pas droit et les méthodes selon lesquelles les campements sont relocalisés soulèvent des inquiétudes quant aux droits de l'homme. Les personnes déplacées et les ONG ont rapporté que des personnes sont forcées de quitter leurs précédents campements avec une consultation préalable inadéquate, voire aucune. Au cours de la délocalisation, les logements, les biens personnels et les infrastructures comme les écoles sont détruits. Craignant pour leur vie, beau-

coup de personnes délocalisées dans leur propre pays installées dans des banlieues urbaines inhospitalières considèrent un retour dans le sud comme leur seule option, malgré le fait qu'elles manquent souvent de moyens pour voyager.

Afin de fournir aux réfugiés en route une assistance et une protection limitées et à court terme, la communauté humanitaire a programmé la mise en place de postes intermédiaires. Malheureusement, ces programmes ne se sont pas encore concrétisés et la plupart des rapatriés manquent de tout soutien matériel au cours de leurs voyages. Certains ont rapporté avoir été attaqués, taxés illégalement et pillés sur la route. Comme les retours sont déjà amorcés et qu'on attend une augmentation au cours de la saison sèche qui approche, il y a un besoin urgent pour la communauté internationale de mettre en place les programmes existants.

Malgré l'accord de paix, les rapatriés craignent pour leur sécurité en raison des activités des milices, des mines et de la présence importante de civils armés dans les communautés. À leur arrivée, beaucoup restent sans abri, manquent de nourriture, d'eau potable propre et d'accès à des services médicaux. Les parents dont les enfants allaient à l'école pendant leur délocalisation dans le nord ont peur qu'ils ne soient pas inscrits dans

les écoles, qui sont déjà surpeuplées. Les personnes âgées et les femmes, surtout les ménages dirigés par des femmes, restent particulièrement vulnérables.

Les informations sont maigres à cause du manque de surveillance en-dehors des principales villes et des principaux campements. Les activités de protection des organismes internationaux et des ONG sont limitées par le manque de fonds et la restriction des accès. Des retours précipités peuvent créer de graves problèmes humanitaires et ne devraient pas être promus. Les capacités actuelles dans le sud pour recevoir et intégrer rapidement un grand nombre de rapatriés sont limitées. Dans les zones d'arrivées massives, les problèmes humanitaires des camps et des campements irréguliers dans le nord de personnes délocalisées dans leur propre pays peuvent simplement être transférés dans le sud. En conséquence, des tensions peuvent apparaître au sein des communautés locales tiraillées en raison de la concurrence sur les ressources et les services rares. La communauté internationale risque de se voir forcée de dépenser les fonds sur

l'assistance humanitaire d'urgence qui devrait avoir la responsabilité des projets de réparation et de développement.

Bien que les mouvements de retour soient encore limités, il y a déjà des preuves de cas où les rapatriés voient leurs attentes frustrées à leur arrivée et envisagent de rentrer à Khartoum. La création d'un environnement dans lequel les rapatriés peuvent être soutenus exige :

- de retirer les milices des zones de retour, désarmer les civils et déminer les routes d'accès et les terres agricoles
- une action pour surmonter les principaux obstacles aux retours rapportés par les personnes déplacées – absence d'eau potable propre, d'enseignement primaire, de services de santé et de matériel de construction de logements
- que les organismes des Nations Unies et les ONG aient des ressources pour entreprendre des programmes de réparation rapide et fournir des articles non alimentaires, comme des semences, des outils, des filets de pêche et des matériaux de construction de base
- l'établissement de mécanismes pour

une résolution rapide des litiges sur les terres

- d'assurer que les rapatriés reçoivent, à peu de frais, voire aucun, des documents pour leur permettre d'accéder aux services fondamentaux.

Au lieu de viser la perfection et de se perdre dans une programmation à long terme, il faudrait trouver des solutions flexibles et créatives basées sur la communauté pour fournir une base d'infrastructure et de services de santé et d'éducation afin de traverser la période jusqu'à ce que des services complets puissent être instaurés.

*Le Professeur Walter Kälin est le Représentant du Secrétariat Général des Nations Unies sur les Droits de l'Homme pour les Personnes Déplacées et codirecteur du projet Brookings-Bern sur la délocalisation domestique [www.brook.edu/idp](http://www.brook.edu/idp). Courriel : [walter.kalin@oefre.unibe.ch](mailto:walter.kalin@oefre.unibe.ch)*

## Les défis qui attendent les rapatriés au Soudan

par Judy McCallum and Gizenga Yemba Willow

*Le Groupe pour le secours africain (FAR)<sup>1</sup> travaille pour répondre aux besoins des personnes délocalisées dans leur propre pays aux points principaux le long de la route des rapatriés.*

L'apport des services tout le long de la route des rapatriés est crucial au processus de retour: aux points de délocalisation (comme les camps de personnes délocalisées dans leur propre pays à Khartoum et Kosti et les zones de squatters), aux principaux points de transition que les personnes déplacées franchiront pour rentrer chez elles (le transbordeur de Kosti) et aux points de destination (comme le nord du Nil Supérieur et les montagnes Nuba).

La plupart des personnes délocalisées dans leur propre pays ont été déplacées pendant 20 ans. Beaucoup de celles qui ont grandi à Khartoum ne peuvent plus parler leur langue maternelle – ce qui est potentiellement problématique pour une réintégration dans leurs régions

d'origine. De plus, à travers leur isolation à l'écart de leurs communautés et l'interaction avec les autres groupes ethniques et cultures, elles ont perdu leurs coutumes traditionnelles et ont adopté de nouvelles traditions et coutumes. La nourriture en est un exemple majeur. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays qui rentrent depuis le nord peuvent ne pas avoir accès aux aliments produits dans le sud et ne savent plus comment les préparer. Pour y remédier, l'une des activités du groupe pour le secours africain est d'organiser des démonstrations de cuisine – surtout pour les jeunes filles qui ont grandi et se sont mariées dans le nord – en se concentrant sur les aliments produits dans le sud du Soudan.

### Points de transition

Sur les bords de la rivière de Kosti, où les rapatriés se rassemblent et attendent les barges qui vont dans le sud jusqu'à Malakal et Juba, le groupe pour le secours africain travaille avec d'autres ONG internationales et nationales pour apporter des services essentiels et une éducation sanitaire. Les heures de départs des barges peuvent être confuses et les rapatriés attendent parfois une barge pendant un mois, alors qu'ils peuvent n'avoir envisagé d'attendre que pendant un ou deux jours. Le transport routier n'a pas encore été possible, en raison de la présence de mines.

La nature imprévisible du processus de retour et les horaires confus des barges posent des problèmes considérables, avec d'énormes différences dans les nombres de personnes qui ont besoin d'assistance – jusqu'à 1000 familles en même temps – et mettant une grande pression sur l'abri et les installations